



**ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE**

**10, rue des Frères Bonie**

**33080 - BORDEAUX CEDEX**

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de travaux

25ENM68

---

**PETITS TRAVAUX DE PLOMBERIE ET ELECTRICITE SUR LES SITES DE L'ÉCOLE NATIONALE DE  
LA MAGISTRATURE A BORDEAUX**

Procédure adaptée

---

**Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)**

**Commun aux 2 lots**

## SOMMAIRE

---

<b>I. GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>3</b>
<b>I.1. DOCUMENTS À REMETTRE.....</b>	<b>3</b>
<b>I.2. NETTOYAGE DES LIEUX ET INSTALLATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>I.3. QUALITÉ DES PRODUITS, MATÉRIAUX ET PROCÉDÉS UTILISÉS.....</b>	<b>4</b>
<b>I.4. DÉVELOPPEMENT DURABLE – ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>4</b>
<b>I.5. TRANSPORT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS .....</b>	<b>4</b>
<b>I.6. DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>4</b>
<b>I.7. LIMITES DE PRESTATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>II. TRAVAUX A LA DEMANDE DE L’ENM .....</b>	<b>5</b>
<b>III. TRAVAUX SUR PROPOSITION DE L’ENTREPRISE .....</b>	<b>5</b>

## **I. GÉNÉRALITÉS**

Ce marché a pour objet la réalisation de travaux divers correspondant à la fourniture et pose de matériels et équipements et interventions sur installations existantes.

Les interventions sont à réaliser sur demande de l'ENM, en définition propre ou suite aux prescriptions de rapports d'organismes tiers (commission de sécurité, organismes agréés, mainteneurs...), éventuellement sur proposition de l'entreprise et après accord du responsable de site.

L'entreprise est tenue d'exécuter les travaux dans le respect de la législation en vigueur relative aux classifications ERP et code du travail auxquels sont assujettis les bâtiments de l'ENM. Le titulaire sera tenu de se conformer, de façon non limitative :

- aux normes françaises publiées par l'AFNOR ;
- aux Documents Techniques Unifiés (DTU) et leurs additifs, publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) ;
- aux avis techniques en cours ;
- aux prescriptions et spécifications des REEF et CTB ;
- aux recommandations des fabricants ;
- aux lois, décrets, arrêtés, circulaires applicables en matière de sécurité incendie ;
- aux lois, décrets, arrêtés, circulaires applicables aux travaux objet du présent marché ;
- au code du travail ;
- au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux (CCAG-T).

Sont réputées incluses dans les prix unitaires du présent marché, les prestations suivantes :

- la reconnaissance des supports ;
- la fourniture des matériaux et produits nécessaires à l'exécution des travaux (sauf indication contraire) ;
- l'implantation et le traçage des ouvrages ;
- l'exécution des percements, saignées, encastrements et calfeutrements nécessaires à l'exécution des travaux (sauf indication contraire) ;
- la protection des ouvrages existants ;
- la protection des personnes, notamment en site occupé ;
- la signalisation provisoire, balisage des zones de travaux et demande d'occupation du domaine public ;
- l'aménagement des zones de stockage des matériels de chantier ;
- le nettoyage, tri et évacuation des déchets, déblais et gravats au fur et à mesure de l'exécution ;
- la remise en état des ouvrages adjacents détériorés accidentellement ;
- les dispositions relatives à la protection des travailleurs.

### **I.1. Documents à remettre**

Pour chaque commande, selon la nature et l'importance des travaux à réaliser, l'entreprise établira ou actualisera puis transmettra les documents suivants et autres documents éventuellement demandés :

- planning détaillé de son intervention ;
- le cas échéant, plan de prévention ou plan particulier pour la sécurité et protection de la santé (PPSPS) ;
- liste actualisée du personnel et des véhicules prévus pour réaliser le chantier (avec éventuellement, pour certains sites, copie des pièces d'identité et certificats d'immatriculation des véhicules) ;
- fiches techniques, si demandées.

Le non-respect de ces prescriptions peut être sanctionné d'une pénalité prévue au CCAP.

## **I.2. Nettoyage des lieux et installations**

Avant le début des travaux, un état des lieux contradictoire peut être effectué en présence des occupants du site et du titulaire, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Préalablement au démarrage des travaux, les sols, murs et accessoires doivent être protégés par le titulaire afin de faciliter les opérations de nettoyage de fin de chantier.

Les frais afférant à ce nettoyage, à sa charge, sont réputés compris dans les prix du devis.

En cas de non-réalisation du nettoyage, le titulaire s'expose à une pénalité prévue au CCAP.

## **I.3. Qualité des produits, matériaux et procédés utilisés**

Des spécifications techniques peuvent être données pour définir le niveau minimum de qualité technique et esthétique des matériaux, matériels et produits. Les éléments mis en œuvre doivent répondre à ces spécifications.

Le titulaire a la possibilité de proposer des matériaux, matériels et produits de marques différentes, mais de qualités techniques et esthétiques au minimum équivalentes aux spécifications reçues. Toute proposition différente devra être validée avant mise en œuvre.

## **I.4. Développement durable – Environnement**

Parmi ses objectifs, l'ENM mène des actions visant à améliorer la performance environnementale, y compris pour les opérations de travaux dans les bâtiments. En conséquence, l'entreprise doit utiliser des matériaux et équipements marqués conformes à la norme « NF Environnement » ou équivalent.

Aussi, sur simple demande, l'entreprise doit fournir les caractéristiques techniques des produits et matériaux mis en œuvre, en termes de performances énergétiques.

## **I.5. Transport et élimination des déchets**

L'ENM considère que les opérations de valorisation et de recyclage des déchets de chantier doivent être systématiquement prises en compte. En conséquence, l'entreprise doit :

- s'attacher à réduire l'impact sur l'environnement en termes de production des déchets (quantitatif et qualitatif) ;
- veiller au tri des déchets en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées ;
- respecter la réglementation en vigueur relative au transport et à l'élimination des déchets de chantier, y compris le cas échéant les déchets de fluides, ou de matériels électriques et électroniques.

Les bordereaux de suivi de déchets (BSD) devront obligatoirement être fournis pour les déchets dont la traçabilité de l'élimination est requise, préalablement à la réception des travaux.

## **I.6. Dispositions diverses**

S'ils sont disponibles pour les sites concernés, l'entreprise a accès aux dossiers des ouvrages exécutés (DOE), plans et dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO) concernant les ouvrages et installations du site sur lequel il intervient.

## **I.7. Limites de prestations**

L'entreprise doit la mise en chantier, la réalisation des travaux et prestations dans les règles de l'art, puis la remise en état des lieux, zones occupées et abords après son intervention.

Les fluides nécessaires (électricité et eau) sont à charge du site où sont réalisés les travaux.

## **II. TRAVAUX A LA DEMANDE DE L'ENM**

Il s'agit de travaux divers, dépannage, remplacement, rénovation ou extension d'installations souhaités par l'ENM, ou prescrits par un organisme tiers (bureau de contrôle...), avec fourniture et pose des pièces et/ou matériels.

Pour les dépannages, le titulaire s'engage à respecter les délais d'intervention indiqués au CCAP.

Il appartient à l'ENM de signaler l'urgence.

Lorsqu'un dépannage urgent est demandé au regard de la sécurité des personnes, le chiffrage est établi a posteriori, en régularisation après réalisation de l'intervention, sur la base du temps passé sur site et des fournitures éventuellement mises en œuvre.

Dans les autres cas, le titulaire doit proposer un devis sous 3 jours calendaires ouvrés maximum, sur la base des éléments stipulés dans le bordereau de prix unitaire. La décision d'exécuter les prestations est du seul ressort de l'ENM.

Suite aux contrôles réglementaires effectués par un organisme agréé, l'ENM transmet au titulaire une copie du rapport. Après établissement du devis correspondant et émission du bon de commande, le titulaire réalise les mises en conformité et doit fournir une attestation de levée de réserve, point par point figurant au rapport.

En principe, les prestations sont prévues pour les installations fixes. Cependant, l'ENM pourra demander la vérification et une intervention sur des appareils mobiles (climatiseurs, appareils mobiles d'éclairage...).

## **III. TRAVAUX SUR PROPOSITION DE L'ENTREPRISE**

Il s'agit de matériels ou pièces à remplacer, dont la nécessité est détectée par le titulaire lors d'une intervention de travaux ou visite pour chiffrage d'une opération.

Le titulaire doit proposer :

- un devis détaillé des prestations et fournitures, sur la base des éléments fixés au bordereau de prix unitaire ;
- la date d'intervention prévue, sous réserve d'acceptation préalable du devis et de l'émission du bon de commande dans un délai compatible avec la date proposée.